

travail. Le ministère des Affaires indiennes devrait, selon moi, jouer éventuellement un rôle beaucoup plus important que celui qu'il joue actuellement.

• (8.20 p.m.)

J'ai été très agréablement surpris, lorsque j'ai commencé à m'occuper des affaires indiennes, que cette question vienne sur le tapis. Souvent, ai-je constaté, l'attitude de la Direction des affaires indiennes est beaucoup plus avancée que celle des Indiens et des Blancs de Kenora et d'autres endroits. Plus avancée même, dans bien des cas, que celle des provinces. Au fond, je suis en faveur de ces accords, mais il me faut reconnaître que le Parlement aura beau faire des lois, d'autres auront à les appliquer. L'expérience nous l'enseigne, il se peut que les desseins du gouvernement soient contrecarrés par des conflits de personnalités et des fonctionnaires sur place.

Dans le passé, on a adopté une attitude paternaliste envers les affaires indiennes. Entre la Direction des affaires indiennes et l'Indien, les rapports ont donc été ceux d'un père avec son fils. Le sens de l'initiative, l'indépendance, l'étincelle d'où jaillit l'action, s'en sont trouvés affaiblis chez l'Indien. Peut-être y aurait-il lieu d'affecter à d'autres ministères tous les fonctionnaires actuels des Affaires indiennes, quitte à recruter un personnel entièrement nouveau, dont le point de vue serait différent.

Je sais que, pour un groupe de personnes qui exécutaient un programme en suivant certains principes, il est très difficile d'en adopter d'autres. C'est une question que le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Laing) pourrait peut-être étudier. Ma proposition est radicale parce que la situation est critique et me préoccupe vivement parce que nous devons, je crois, rompre le lien qui existe actuellement entre les Indiens et le ministère. Il nous faut éliminer sans tarder cette attitude paternaliste.

Il importe aussi d'envisager autrement les affaires indiennes. Les Indiens ne veulent pas nécessairement être intégrés à notre société, ni être assimilés. En fait, j'ai constaté chez eux beaucoup d'opposition à l'assimilation. Ils veulent jouer un rôle dans les affaires de la nation. Ils veulent faire leur part. En outre, ils reconnaissent qu'ils ont besoin d'aide.

J'estime que nous devons écouter les Indiens dès maintenant. Ils commencent à réfléchir; ils commencent à discuter bien des problèmes et à y trouver des solutions. Trop

souvent, nos gens vont écouter chez eux ce que les Indiens ont à dire mais ils n'en saisissent pas le sens. Par conséquent, les Indiens sont terriblement désappointés, car ils ne se sont pas fait comprendre. Trop souvent nous semblons agir pour le bien de la Direction des affaires indiennes, ou encore du gouvernement du Canada, au lieu de veiller aux intérêts des Indiens. Il faut procéder différemment, et j'espère que nous saurons le faire lorsqu'on présentera le Livre blanc sur les affaires indiennes. Je crois savoir que l'Université de la Colombie-Britannique doit présenter un rapport appelé le rapport Hawthorne. Il semble qu'on doive le remettre au gouvernement en avril prochain. D'après les discussions auxquelles j'ai participé, il marquera peut-être un tournant dans nos relations avec les Indiens. J'espère que le gouvernement étudiera avec soin ce rapport et lui accordera toute l'importance qu'il mérite.

Je pourrais commenter encore longuement la situation. Mais avant de terminer, je présenterai un dernier problème. Il y a un groupe qui se trouve désorienté, isolé et qui ne sait pas où aller. Il s'agit des Indiens qui ne sont pas visés par les traités; ils ne tombent pas sous le coup de la loi sur les Indiens et les fonctionnaires provinciaux ne s'en occupent pas, peut-être parce qu'ils ignorent leurs problèmes. Quand on revisera la loi, je propose que les Indiens que ne visent pas les traités relèvent de la Direction des Affaires indiennes et soient assujettis à la loi sur les Indiens. S'il en était ainsi, nous tiendrions compte, à mon avis, d'un grand nombre de personnes que l'on oublie à l'heure actuelle et qui vivent dans des conditions incroyables, si grand est leur dénuement.

Un autre groupe mériterait une attention spéciale. Je veux parler des Indiens qui demeurent si loin des principaux centres urbains qu'il est presque impossible de les rejoindre. Ce sont les Indiens qui demeurent dans les réserves du Nord et dont le seul contact avec le monde extérieur s'établit grâce à un avion qui s'y rend de temps à autre. Les Indiens de ces réserves pratiquent encore les anciens métiers indigènes; ils sont chasseurs, pêcheurs et piégeurs. Une certaine dignité existe encore dans ces réserves. La solidarité y règne. On y est content et heureux. Mais il y a une autre catégorie de réserve dans le Nord qui ne possède pas ces ressources. Ceux qui vivent à ces endroits doivent compter entièrement sur les allocations sociales du gouvernement. Pour eux, la vie n'est qu'une série d'allocations sociales; ils n'ont aucun espoir ni perspective d'avenir. Bien qu'il faille aider ceux qui sont plus près de la civilisation, nous ne devons pas oublier